FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE

Les contestataires préparent de nouvelles actions

La coordination des membres du Comité central prépare de nouvelles actions en vue de limoger le secrétaire général du Front de libération nationale.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - C'est l'heure des bilans pour les membres de la coordination des membres du Comité central du FLN après la journée mouvementée de samedi dernier. «Il est important de marquer une pause et de faire un point de situation. Nous avons tenu une série de réunions pour enregistrer les différentes réactions.

Il est important d'avoir l'avis de la base militante suite à l'action que nous avons menée pour pénétrer dans le siège du parti. Pour l'heure, nous pouvons dire que les échos sont plutôt favorables», explique Mohamed Séghir Kara, un des responsables de la coordination des membres du Comité central.

Selon lui, d'autres actions seraient actuellement en cours de préparation. «Il est évident que nous comptons maintenir la pression sur Abdelaziz Belkhadem. Nous envisageons d'organiser une autre action au siège du parti. Mais l'essentiel de nos efforts sera concentré sur les aspects d'ordre organique afin d'obtenir la convocation d'une autre session extraordinaire du Comité central.»

Un objectif que les contestataires du CC estiment possible grâce à l'adhésion des militants de base. «La base militante aura un rôle important à jouer dans cette phase.

Et je dois dire que Abdelaziz Belkhadem nous facilite grandement la tâche avec la politique d'exclusion qu'il applique dans le processus d'élaboration des listes des élections locales. Les militants sont très en colère et ils comptent bien le faire savoir», note Kara. Dans l'autre camp, on préfère se montrer serein. «Ce qui s'est produit samedi est inacceptable. Le siège du parti est ouvert à tous ses militants, sans aucune exclusion», insiste Abdelhamid Si Affif. «Le plus étonnant dans cette affaire, c'est que certains membres du Comité central qui ont participé à cette action se sont rendus aujourd'hui au siège pour présenter leur candidature à l'élection des APW», précise le membre du bureau politique.

Photo : New Press.

Chacun a ses propres intérêts et sa propre logique.

Pour Abdelhamid Si Affif, toute initiative des opposants à Belkhadem est vouée à l'échec. «Il ne faut surtout pas croire que cette opposition est unie.

En fait, il faut faire la différence entre les membres du Comité central et les contestataires du Mouvement de redressement. Chacun a ses propres intérêts et sa propre logique.

Dans ce jeu politique, certains font mine d'être avec eux alors qu'ils sont dans notre camp. Donc j'estime qu'il n'y pas lieu de redouter des adversaires qui sont désunis.»

T. H.

MAÎTRE AZZI MEROUANE :

«Le dossier des disparus n'a jamais été clos pour le rouvrir»

Pour le président de la cellule d'assistance judiciaire pour l'application de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale, maître Azzi Merouane, le dossier des disparus n'a jamais été clos pour qu'il soit rouvert aujourd'hui par un groupe de travail onusien.

L'avocat répondait ainsi à la dernière annonce du haut commissaire des Nations unies aux droits de l'homme relative à une prochaine visite d'un groupe de travail onusien pour ouvrir le dossier des disparus en Algérie pendant la tragédie nationale. Maître Azzi qui s'exprimait, hier, lors d'une conférence de presse organisée par le quotidien *DK News* sur le dossier de la réconciliation nationale et sa contribution à la stabilité sociale, a indiqué que le dossier des disparus est un dossier politique qui est utilisé par certaines parties pour faire pression sur l'Algérie. L'Organisation des Nations unies, souligne maître Azzi, veut enquêter sur la base d'informations fournies par les associations des disparus et qui accusent les services de sécurité d'avoir été impliqués dans cette affaire. L'intervenant a indiqué que parmi les 6 541 dossiers relatifs aux personnes disparues, 6 400 familles ont été indemnisées.

Les reste, soit 24 ou 25 familles refusent cette procédure et demandent la vérité sur ce dossier. «Ces familles ont un lien avec les associations des disparus qui font un fonds de commerce avec ce dossier. Certes, ces familles ont droit à la vérité mais je refuse qu'elles utilisent ce dossier comme fonds de commerce» a indiqué le conférencier. Ce dernier s'interroge pourquoi cette organisation onusienne ne s'intéresse pas aux autres catégories de personnes touchées par la tragédie, notamment les femmes violées et les enfants nés au maquis. Maître Azzi, qui reconnaît que la Charte pour la paix et la réconciliation nationale a occulté plusieurs catégories touchées par la décennie noire, a indiqué qu'il a envoyé en mai dernier un rapport au président de la République lui demandant de prendre des mesures complémentaires pour prendre en charge ces catégories de personnes. L'avocat plaide pour un cadre juridique indépendant ayant pour mission la prise en charge de ces catégories. Par ailleurs, dans le but de régler la situation civile des 500 enfants nés au maquis, la cellule d'assistance judiciaire pour l'application de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale a demandé d'établir un test ADN. Cette dernière n'a toujours pas reçu de réponse.

Salima Akkouche

HANOUNE À PROPOS DU GOUVERNEMENT SELLAL :

«Je doute que ce soit le produit de la seule réflexion du Président»

La secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT) justifie la participation de son parti aux élections locales du 29 novembre par la nécessité de la défense de la souveraineté nationale, plus que jamais menacée au vu, dira-t-elle, «des nombreuses pressions internes et externes dont le problème du chômage les tensions dans plusieurs secteurs ainsi que la situation qui règne dans les pays voisins».

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Une souveraineté nationale dont la défense constitue, selon Louisa Hanoune, qui animait, hier, une conférence de presse, «l'urgence de l'heure» et qui a été au cœur de débats longs et assez relevés des membres du comité central du parti qui se sont retrouvés deux jours durant en session ordinaire.

Pour la conférencière, la réussite des élections locales du 29 novembre prochain constitue l'une des étapes de cette urgence, quoiqu'elle n'ait pas manqué d'exprimer ses craintes et réserves, lâchant, dans la foulée, «ne pas nourrir d'illusions quant à la reconduction du scénario des élections législatives du 10 mai dernier» qui ont accouché, selon elle, d'un «monstre politique». Allusion à l'actuelle Assemblée nationale qu'elle qualifiera une fois de plus, de «pas du tout représentative puisque c'est le fruit d'une fraude généralisée sans précédent». D'où son appel au président de la République à donner des garanties à même de réussir ce double scrutin local qu'elle qualifie de décisif à l'effet de rétablir «la confiance du peuple quant à la crédibilité de cette échéance».

Photo : Samir Sid.

Pour Hanoune, l'urgence est de réussir les élections locales.

Des garanties qu'elle déclinera sous forme d'élargissement des prérogatives de la Commission de surveillance des élections, la suppression de la commission de supervision des élections au vu de son caractère inutile et surtout budgétivore, l'assainissement du fichier électoral, avec le droit des partis de les consulter et de prendre part à la commission administrative...

A propos du nouveau gouvernement, Hanoune voit dans sa composante «patchwork» un net désaveu du président de la République du centre du pouvoir qui a «ordonné» la mascarade du 10 mai dernier et octroyé une majorité «fictive» au FLN.

La patronne du PT n'est pas allée jusqu'à dire que le premier magistrat du pays a les mains liées du fait des contradictions et des antinomies qui caractérisent le gouvernement Sellal, affirmant douter que le nouvel Exécutif où, ironisera-t-elle, «il y a une chose et son contraire», «soit le produit de la seule réflexion du Président». D'où sa précaution jamais démentie d'épargner ce dernier dont elle regrette la perversion des réformes politiques et dont le point culminant risque d'être atteint avec la réédition du «coup de force» du 10 mai dernier le 29 novembre prochain.

M. K.